

"ELOQUENCE – SPF"

société à responsabilité limitée - société de gestion de patrimoine familial

L-1117 Luxembourg, 10, rue Albert Ier

NUMERO 107.027 du répertoire de Me Jean SECKLER

NUMERO 4.868 du répertoire de Me Danielle KOLBACH

**ASSEMBLEE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE - TRANSFERT
DU SIEGE SOCIAL - AUGMENTATION DE CAPITAL - REFONTE
DES STATUTS DU 30 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize.

Le trente décembre.

Pardevant Maître **Danielle KOLBACH**, notaire de résidence à Redange/Attert (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître **Jean SECKLER**, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société **"ELOQUENCE HOLDINGS S.A."**, établie et ayant son siège social Via Espana and Elvira Mendez Street, Delta Tower, Panama-City, République de Panama, constituée à Panama-City le 1^{er} avril 2005, enregistrée au « Public Registry Office, Mercantile Department » de Panama, Microjacket numéro 483717, document 765270, ayant un capital souscrit et libéré de dix mille dollars américains (10.000,- USD), divisé en dix mille (10.000) actions avec une valeur nominale d'un dollar américain (1,- USD) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Cristiana **VALENT**, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Henri **DA CRUZ**, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

ORDRE DU JOUR

1) Transfert du siège social de Panama-City à Luxembourg (Grand-

Duché de Luxembourg) avec effet au 30 décembre 2016 et adoption par la société de la forme d'une société à responsabilité limitée et de la nationalité luxembourgeoise.

2) Modification de la dénomination de la société en « ELOQUENCE - SPF ».

3) Modification de l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

" La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi SPF, il convient d'entendre:

(i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder une hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes."

4) Conversion du capital de USD en EUR.

5) Augmentation du capital social à concurrence de 2.400.- EUR, pour le porter de son montant actuel de 9.600.- EUR à 12.000.- EUR, sans création de parts sociales nouvelles.

6) Libération intégrale de l'augmentation de capital.

7) Refonte des statuts de la société pour les adapter à la législation luxembourgeoise.

8) Nomination du gérant.

9) Fixation de l'adresse de la société.

II.- Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires et leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, sera enregistrée avec le présent acte, ensemble avec les procurations signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III.- Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour précité, dont les actionnaires ont eu connaissance avant la tenue de l'assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée constate le transfert, avec effet au 30 décembre 2016, du siège social, statutaire et administratif de la société de Panama-City à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et décide d'adopter la forme juridique d'une **société à responsabilité limitée** de droit luxembourgeois.

Ce **transfert** fait l'objet d'un rapport établi le 28 décembre 2016 par Monsieur Geoffrey **RIVET**, directeur de sociétés, né à Boulogne-sur-Mer (France), le 6 octobre 1976, demeurant à L-1117 Luxembourg, 10, rue Albert Ier, en sa qualité d'actionnaire unique et de mandataire général de la Société, et qui conclut de la manière suivante:

"Conclusion:

Sur base d'une situation comptable arrêtée au 23 novembre 2016 qui restera annexée au présent rapport, je certifie que la valeur globale des actions de la Société, lors de son transfert de siège, de l'adoption de la forme d'une société à responsabilité limitée, ainsi que lors de l'augmentation de capital par incorporation de réserves pour le porter au montant de EUR 12.000,-, correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des parts sociales à émettre en contrepartie. »

Ledit rapport, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en **ELOQUENCE – SPF**.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de modifier l'objet de la société qui sera dorénavant libellé comme suit:

" La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi SPF, il convient d'entendre:

(i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder une hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes

morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes."

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à dix mille dollars américains (10.000.- USD), pour l'exprimer dorénavant en euro, au cours de 1.- USD = 0,96 EUR, en neuf mille six cents euro (9.600.- EUR).

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux mille quatre cents euro (2.400.- EUR), pour le porter de son montant actuel de neuf mille six cents euro (9.600.- EUR) à douze mille euro (12.000.- EUR), sans création de parts sociales nouvelles.

SIXIEME RESOLUTION

L'augmentation de capital ci-avant décidée est libérée intégralement par incorporation au capital de réserves disponibles à concurrence de deux mille quatre cents euro (2.400.- EUR).

La justification de l'existence desdites réserves a été rapportée au notaire instrumentant par des documents comptables.

Tous pouvoirs sont conférés à la gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

SEPTIEME RESOLUTION

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent et de les adapter à la législation luxembourgeoise, l'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour leur donner la teneur suivante :

S T A T U T S

Article 1^{er}. Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Article 2. La société prend la dénomination de "**ELOQUENCE - SPF**" (la « **Société** »).

Article 3. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi SPF, il convient d'entendre:

(i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à

la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder une hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Article 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Article 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

TITRE II.- CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6. Le capital social est fixé à douze mille euros (12.000,- EUR), représenté par mille (1.000) parts sociales sans mention de valeur nominale.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Article 7. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi et des présents statuts.

Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des tiers non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé. Les cessions de parts sociales ne peuvent être opposables à l'égard de la société ou des tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Article 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Article 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents

de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

TITRE III.- ADMINISTRATION ET GERANCE

Article 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Article 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des trois quarts (3/4) du capital social.

Article 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Article 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Article 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Article 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du

capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Article 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

TITRE IV.- DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

TITRE V.- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2017.

HUITIEME RESOLUTION

Le nombre des gérants est fixé à un.

Est appelé aux fonctions de gérant :

Monsieur Geoffrey **RIVET**, directeur de sociétés, né à Boulogne-sur-Mer (France), le 6 octobre 1976, demeurant à L-1117 Luxembourg, 10, rue Albert 1^{er}.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant.

Le mandat du gérant ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2020.

NEUVIEME RESOLUTION

Le siège de la société est établi à **L-1117 Luxembourg, 10, rue Albert 1^{er}**.

ESTIMATION - FRAIS

Les frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à la somme de 2.050,- EUR.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte.

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire la présente minute.

(s): Cristiana VALENT, Henri DA CRUZ, Danielle KOLBACH

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 05 janvier 2017.

Relation GAC/2017/308.

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (s.): G. SCHLINK
